

**Point de presse de la porte-parole -
Venezuela/Entretien avec M. Jorge
Arreaza Montserrat, ministre des
relations extérieures/Déclaration de
M. Jean-Yves Le Drian - Union
européenne/Déplacement de Mme
Nathalie Loiseau au Parlement
européen - Corée du Nord/Adoption
de la résolution 2375 -
Égypte/Attentat - Organisation des
Nations unies - Togo - République
centrafricaine - Syrie - Égypte
(Paris, 12 septembre 2017)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a relayé la déclaration du ministre, fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Venezuela - Entretien avec M. Jorge Arreaza Montserrat, ministre des relations extérieures
- Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian (Paris, 12 septembre 2017)

J'ai reçu ce jour mon homologue vénézuélien, M. Jorge Arreaza Montserrat, pour un entretien franc et constructif. Je lui ai communiqué la vive préoccupation de la France sur la situation politique, économique et humanitaire du Venezuela. Je lui ai rappelé le risque de sanctions européennes et la nécessité pour le gouvernement du Venezuela de donner très vite des signes concrets de sa volonté de relancer les négociations avec l'opposition dans le cadre d'une démarche qui soit sincère et crédible.

J'ai été heureux d'apprendre que le dialogue avec l'opposition allait reprendre demain en République dominicaine, sous l'égide du président de la République dominicaine, M. Danilo Medina, et de l'ancien Premier ministre espagnol, le président José Luis Rodriguez Zapatero. C'est une bonne nouvelle, dont j'espère qu'elle se traduira très vite par des gestes concrets sur le terrain.

J'ai redit à mon homologue que la France, en lien avec l'Union européenne et les pays latino-américains, restait vigilante mais qu'elle était disposée à accompagner ce dialogue, seule issue possible à la crise dont le peuple vénézuélien est la première victime.

2 - Union européenne - Déplacement de Mme Nathalie Loiseau au Parlement européen
(Strasbourg, 12-13 septembre 2017)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, se rend à Strasbourg les 12 et 13 septembre à l'occasion de la session plénière du Parlement européen.

Elle assistera au discours sur l'état de l'Union européenne, prononcé par le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, le 13 septembre. Ce discours annuel permet un bilan de l'action de l'exécutif européen et une présentation générale des propositions de la Commission européenne pour l'année à venir. C'est un moment important de la vie démocratique de l'Union européenne.

La ministre chargée des affaires européennes s'entretiendra à Strasbourg avec les présidents de trois groupes parlementaires, M. Manfred Weber pour le groupe PPE, M. Guy Verhofstadt pour le groupe ALDE, et M. Gianni Pitella pour le groupe S&D, ainsi qu'avec les eurodéputés français membres de la commission des affaires constitutionnelles. Une rencontre est également prévue avec M. Pedro Silva Pereira, co-rapporteur du rapport sur la composition du Parlement européen qui est présenté le 11 septembre en commission des affaires constitutionnelles.

Nathalie Loiseau s'entretiendra avec M. Jean Arthuis, président de la commission des Budgets. Un dîner de travail avec les présidents des délégations françaises au Parlement européen permettra d'aborder les dossiers d'actualité, dont le rapport sur la composition du Parlement européen. Dans son discours à Athènes le 8 septembre, le président de la République a évoqué des pistes pour une refondation démocratique de l'Europe, dont la création de listes transnationales.

3 - Corée du Nord - adoption de la résolution 2375 (11 septembre 2017)

La France salue l'adoption le 11 septembre, à l'unanimité, par le conseil de sécurité, de la résolution 2375 qui renforce le régime de sanctions contre la Corée du Nord.

La résolution 2375 désigne un individu et trois nouvelles entités pour des gels d'avoirs et des interdictions de voyager. Elle contient des mesures substantielles, qui élargissent le champ de sanctions à des secteurs de l'économie nord-coréenne additionnels : elle interdit l'importation des textiles produits en Corée du Nord, interdit d'exporter du gaz et fixe une limite aux exportations des produits pétroliers et de pétrole brut vers ce pays. Elle renforce aussi les possibilités d'inspecter des navires en haute mer. Enfin, elle renforce les mesures d'interdiction d'emploi des travailleurs nord-coréens à l'étranger et demande la fermeture des entreprises communes (joint-ventures) avec la Corée du Nord, sauf exceptions déterminées par le conseil de sécurité.

Face à la menace à la sécurité régionale et internationale que représente la poursuite des programmes nucléaires et balistiques nord-coréens, en violation des résolutions du conseil de sécurité, une réponse ferme et unie de la communauté internationale est nécessaire, pour préserver le régime de non-prolifération et empêcher l'escalade.

4 - Égypte - Attentat (11 septembre 2017)

La France condamne l'attaque terroriste qui a coûté la vie à plusieurs membres des forces de sécurité égyptiennes près d'Al Arich au Nord-Sinaï le 11 septembre.

Nous présentons nos condoléances aux familles des victimes et souhaitons un prompt rétablissement aux blessés.

Alors qu'une nouvelle fois l'Égypte et ses forces de sécurité payent un lourd tribut dans la lutte contre le terrorisme, la France réitère sa pleine solidarité au peuple et aux autorités égyptiennes.

5 - Organisation des Nations unies

Q - La France compte-t-elle participer à la réunion convoquée par Donald Trump le 18 septembre à New York pour pousser l'ONU à se réformer ? Et signera-t-elle la déclaration politique prévue lors de cette réunion ?

R - Nous prendrons connaissance avec intérêt des propositions du président américain sur la réforme des Nations unies dans le cadre de cette réunion ouverte.

Les grands défis mondiaux auxquels la communauté internationale est confrontée aujourd'hui en matière de paix et sécurité, de développement durable et de droits de l'Homme notamment, nécessitent la mobilisation de tous pour renforcer le système multilatéral et l'efficacité de l'Organisation des Nations unies.

Nous soutenons pleinement, à ce titre, l'action du secrétaire général des Nations unies, M. Antonio Guterres, et travaillons en ce sens avec nos principaux partenaires à New York.

6 - Togo

Q - L'opposition togolaise a appelé à de nouvelles manifestations. Quelle est votre analyse de la situation au Togo ? Encouragez-vous, à l'instar de l'ONU, l'opposition à travailler avec le gouvernement ?

R - La France a suivi avec attention les événements des dernières semaines au Togo.

Elle appelle à un esprit de responsabilité et de consensus pour mettre en oeuvre la révision constitutionnelle dont le principe est agréé tant par le gouvernement que par l'opposition, en cohérence avec l'accord politique global de 2006.

7 - République centrafricaine

Q - Êtes-vous satisfait du fonctionnement de la MINUSCA en RCA ?

R - La MINUSCA évolue dans un contexte très difficile et volatile. La France réitère son plein soutien à l'action menée par la Mission et ses contingents qui paient un lourd tribut pour la stabilisation de la RCA et la protection des populations civiles.

La France soutient le renforcement des moyens de la MINUSCA, au sein de laquelle elle a déployé une unité de sept drones.

Nous soutenons également la montée en puissance de l'armée centrafricaine, avec l'apport de la mission européenne de formation EUTM, à laquelle nous contribuons activement.

La France appelle l'ensemble des partenaires de la RCA à rester engagés auprès des autorités centrafricaines et en soutien à la MINUSCA.

8 - Syrie

Q - La Russie appelle l'ONU et la communauté internationale à aider à la reconstruction de la Syrie et oeuvrer pour plus d'aide humanitaire pour les populations civiles. Pensez-vous que le gouvernement syrien et la Russie ont rempli toutes les cases des lignes rouges posées par la France pour avancer ?

R - L'accès à l'aide humanitaire des populations civiles dans le besoin est une nécessité absolue et une exigence de la France dans son dialogue sur la Syrie avec l'ensemble de ses partenaires.

Nous continuons notre dialogue avec la Russie pour que l'acheminement de l'aide soit assuré de façon sûre, complète, inconditionnelle et sans entrave.

S'agissant de la reconstruction, la France et ses partenaires européens se sont exprimés clairement. Il ne peut y avoir de reconstruction durable sans perspective politique claire et sans retour des réfugiés et des populations déplacées. Ces conditions ne sont pas encore réunies.

9 - Égypte

Q - Après l'annonce du rejet officiel d'un cargo de blé français au port de Safaga, est-ce que le Quai d'Orsay va aller plus loin dans sa demande d'explications sur les raisons de ce refus ? Est-ce que par exemple, il va être demandé d'autres analyses complémentaires ? (avec un prélèvement contradictoire et par un laboratoire indépendant notamment)

R - La France a pris note de l'interruption, le 9 septembre 2017, du déchargement d'une cargaison de 59.000 tonnes de blé français arrivée dans le port de Safaga, en Égypte.

Des analyses complémentaires doivent être réalisées à la demande des autorités égyptiennes.

Notre ambassade en Égypte est en contact avec les autorités concernées au sujet des raisons ayant conduit à cette décision et afin de fournir toutes les informations nécessaires au règlement de cette situation./.